

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Bien-Etre, Santé publique et Famille

F. 2011 — 1015

[2011/201632]

28 FEVRIER 2011. — Arrêté ministériel établissant les conditions d'octroi d'un budget d'assistance personnelle au premier groupe prioritaire en 2011

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

Vu le décret du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique « Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap » (Agence flamande pour les Personnes handicapées), notamment l'article 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 décembre 2000 établissant les conditions d'octroi d'un budget d'assistance personnelle aux personnes handicapées, notamment l'article 4, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 juillet 2003 et modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 14 mai 2004, 14 octobre 2005, 17 novembre 2006, 19 juillet 2007 et 18 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2009 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 24 juillet 2009, 4 décembre 2009, 6 juillet 2010, 7 juillet 2010, 24 septembre 2010 et 19 novembre 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 février 2011;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il faut établir d'urgence le régime de priorité pour l'octroi d'un budget d'assistance personnelle dans l'année 2011 pour que les bénéficiaires puissent bénéficier du budget d'assistance personnelle dans un délai raisonnable,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les limites des moyens budgétaires disponibles, la « Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap » octroie en 2011 par priorité un budget d'assistance personnelle, ci-après dénommé BAP, aux personnes handicapées ayant introduit leur demande d'un BAP avant le 1^{er} janvier 2009 et appartenant au groupe de personnes, visées à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 11 décembre 2009 établissant les conditions d'octroi d'un budget d'assistance personnelle et limitant le budget pendant la première année d'utilisation effective du budget d'assistance personnelle, mais à qui aucun BAP n'a encore été octroyé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2011.

Bruxelles, le 28 février 2011.

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 1016

[C - 2011/31168]

7 AVRIL 2011. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 2 avril 2010 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

Assentiment est donné à l'accord de coopération du 2 avril 2010 conclu entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 1016

[C - 2011/31168]

7 APRIL 2011. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 2 april 2010 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de coördinatie van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie (1)

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 2 april 2010, afgesloten tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de coördinatie van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie.

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, en particulier son article 92bis;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, en particulier les articles 4 et 42;

Considérant que la Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) met en place une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne;

Considérant que les obligations incombant à la Belgique en vertu de cette directive nécessitent une collaboration étroite entre les diverses autorités tant fédérales que régionales et ce, tant en ce qui concerne la transposition qu'en ce qui concerne la mise en œuvre et le suivi de la directive;

L'autorité fédérale, représentée par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier Ministre,

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et de la Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et du Ministre wallon de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de son Ministre-Président et de la Ministre bruxelloise chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

ci-après dénommées les Parties,

ont convenu ce qui suit :

Accord de coopération

CHAPITRE PREMIER. — Objectifs, définitions et champ d'application

Contexte

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération transpose partiellement la Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE).

Objectif

Art. 2. Le présent accord vise à fixer et veiller à l'application des règles générales de coordination entre les diverses Parties afin de permettre, d'une part, le respect des obligations découlant de la directive INSPIRE et, d'autre part, la contribution belge à l'établissement de l'infrastructure d'information géographique européenne, ci-après dénommée « INSPIRE ».

Définitions

Art. 3. Aux fins du présent accord, on entend par :

1° infrastructure d'information géographique : les métadonnées, les séries de données géographiques et les services de données géographiques; les services et les technologies en réseau; les accords sur le partage, l'accès et l'utilisation; et les mécanismes, processus et procédures de coordination et de suivi établis, exploités ou mis à disposition conformément au présent accord;

2° donnée géographique : toute donnée faisant directement ou indirectement référence à un lieu ou une zone géographique spécifique;

3° série de données géographiques : une compilation identifiable de données géographiques;

4° objet géographique : une représentation abstraite d'un phénomène réel lié à un lieu ou à une zone géographique spécifique;

5° services de données géographiques : les opérations qui peuvent être exécutées à l'aide d'une application informatique sur les données géographiques contenues dans des séries de données géographiques ou sur les métadonnées qui s'y rattachent;

6° métadonnées : toute information décrivant les séries et services de données géographiques et rendant possible leur recherche, leur inventaire et leur utilisation;

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de coördinatie van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name het artikel 92bis;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, met name de artikelen 4 en 42;

Overwegende dat de Richtlijn 2007/2/EG van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2007 tot oprichting van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie in de Gemeenschap (INSPIRE) een infrastructuur voor ruimtelijke informatie in de Europese Gemeenschap opricht;

Overwegende dat het wegens de verplichtingen die voor België uit deze richtlijn voortvloeien noodzakelijk is dat de verschillende overheden, federaal en gewestelijk, nauw samenwerken, zowel voor de omzetting van de richtlijn als voor de tenuitvoerlegging en de opvolging ervan;

De federale overheid, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister,

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-Président en de Vlaamse minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-Président en de Waalse Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van de Minister-Président en de Brusselse Minister belast met Leefmilieu, Energie Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

hierna genoemd de Partijen,

zijn overeengekomen wat volgt :

Samenwerkingsakkoord

HOOFDSTUK I. — Doelstellingen, definities en toepassingsgebied

Context

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord is de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2007/2/EG van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2007 tot oprichting van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie in de Gemeenschap (INSPIRE).

Doelstelling

Art. 2. Het doel van dit akkoord is het vaststellen en bewaken van de toepassing van de algemene coördinatieregels tussen de verschillende Partijen, om, enerzijds, de naleving van de verplichtingen die uit de INSPIRE-richtlijn voortvloeien en, anderzijds, het realiseren van de Belgische bijdrage aan de oprichting van de infrastructuur voor Europese ruimtelijke informatie, hierna « INSPIRE » genoemd, mogelijk te maken.

Definities

Art. 3. In dit akkoord wordt verstaan onder :

1° infrastructuur voor ruimtelijke informatie : de metagegevens, de verzamelingen ruimtelijke gegevens en de diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens, de netwerkdiensten en -technologieën, de overeenkomsten betreffende de uitwisseling, de toegang en het gebruik, en de overeenkomstig dit akkoord ingestelde, beheerde of beschikbaar gemaakte mechanismen, processen en procedures voor coördinatie en monitoring;

2° ruimtelijk gegeven : gegeven dat direct of indirect verwijst naar een specifieke locatie of een specifiek geografisch gebied;

3° verzameling ruimtelijke gegevens : een identificeerbare verzameling ruimtelijke gegevens;

4° ruimtelijk object : een abstracte voorstelling van een reëel verschijnsel in relatie tot een specifieke locatie of een specifiek geografisch gebied;

5° diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens : de verwerking van de ruimtelijke gegevens die zich in die verzamelingen bevinden of de verwerking van de aanverwante metagegevens door middel van een computertoepassing;

6° metagegevens : elke informatie waarin verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens worden beschreven en die het mogelijk maakt deze gegevens en diensten te zoeken, te inventariseren en te gebruiken;

7° géoportail : un site internet ou équivalent qui donne accès, entre autres, à des services liés aux données géographiques;

8° autorité publique :

a) une personne morale ou un organe créé par ou en vertu de la Constitution, d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution;

b) toute personne physique ou morale qui exerce des fonctions administratives publiques, y compris des tâches, activités ou services spécifiques en rapport avec l'environnement;

c) toute personne physique ou morale ayant des responsabilités ou des fonctions publiques, ou fournissant des services publics, en rapport avec l'environnement, sous le contrôle d'un organe ou d'une personne visé(e) au point a) ou b).

Les organes et institutions avec une compétence judiciaire ne tombent pas sous cette définition à moins qu'ils agissent avec une autre fonction que judiciaire. Les assemblées législatives et les institutions y attachées ne relèvent pas de cette définition, sauf si elles agissent en qualité administrative;

9° directive : la Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE);

10° services middleware : services permettant d'appeler des services de données géographiques.

Champ d'application

Art. 4. § 1^{er}. Le présent accord s'applique uniquement aux séries de données géographiques sous format électronique concernant un des thèmes figurant aux annexes du présent accord.

§ 2. Le présent accord s'applique uniquement à la version de référence des données géographiques concernant le territoire sur lequel la Belgique exerce sa souveraineté, et destinée au volet belge de l'infrastructure d'information géographique européenne.

§ 3. Le présent accord s'applique également aux services middleware relatifs à ces versions de référence des données géographiques.

CHAPITRE II. — *Coopération*

Version de référence de données géographiques et données géographiques de référence

Art. 5. § 1^{er}. Les Parties s'accordent pour déterminer la version de référence lorsque plusieurs copies identiques d'une série de données géographiques d'un des thèmes figurant dans les annexes du présent accord sont détenues par plusieurs autorités publiques ou en leur nom.

§ 2. Les Parties mènent les négociations pour déterminer les données de référence dans chacun des thèmes des annexes du présent accord dans l'intention de couvrir l'ensemble du territoire.

Cohérence dans la caractérisation et la position des éléments communs

Art. 6. Afin d'assurer la continuité des objets géographiques, les Parties s'accordent pour fixer, le cas échéant, la position géographique et les caractéristiques non-géographiques :

— des objets géographiques transfrontaliers à leur(s) point(s) d'intersection avec les limites des autres Etats, en concertation avec les Etats concernés;

— des objets géographiques transfrontaliers à leur(s) point(s) d'intersection avec les limites territoriales internes de la Belgique;

— des objets géographiques communs repris dans des séries de données composés de données partielles.

Géoportail

Art. 7. § 1^{er}. Les Parties mettent en place un géoportail commun donnant accès aux services liés aux données géographiques de chaque Partie. Elles se concertent sur ce point au sein du Comité visé à l'article 13.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne porte pas préjudice aux dispositions légales ou réglementaires restreignant l'accès aux données.

Services middleware

Art. 8. Les Parties s'engagent à implémenter les services middleware nécessaires, conformément aux règles de mise en œuvre INSPIRE en matière de services en réseau, lors de la constitution des composantes de l'infrastructure d'information géographique.

7° geoportaal : een internetsite, of een equivalent daarvan, die toegang verschaft met name tot diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens;

8° overheidsinstantie :

a) een rechtspersoon of een orgaan opgericht bij of krachtens de Grondwet, een wet, een decreet of een regel bedoeld in artikel 134 van de Grondwet;

b) een natuurlijke of rechtspersoon die openbare bestuursfuncties uitoefent, met inbegrip van specifieke taken, activiteiten of diensten met betrekking tot leefmilieu;

c) een natuurlijke of rechtspersoon die onder toezicht van een orgaan of persoon als bedoeld onder a) of b) belast is met openbare verantwoordelijkheden of functies of openbare diensten met betrekking tot het milieu verleent.

Organen en instellingen met een gerechtelijke bevoegdheid vallen niet onder deze definitie, tenzij ze optreden in een andere functie dan de rechterlijke. De wetgevende vergaderingen en de daaraan verbonden instellingen vallen buiten deze definitie, behalve wanneer zij optreden in een administratieve functie;

9° richtlijn : Richtlijn 2007/2/EG van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2007 tot oprichting van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie in de Gemeenschap (INSPIRE);

10° middleware services : diensten die het mogelijk maken diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens op te roepen.

Toepassingsgebied

Art. 4. § 1. Dit akkoord is enkel van toepassing op verzamelingen ruimtelijke gegevens in elektronisch formaat die betrekking hebben op een van de in de bijlagen van dit akkoord vermelde thema's.

§ 2. Dit akkoord is enkel van toepassing op de referentieversie van ruimtelijke gegevens met betrekking tot het grondgebied onder rechtsbevoegdheid van België, en bestemd voor het Belgische luik in de Europese infrastructuur voor ruimtelijke informatie.

§ 3. Dit akkoord is tevens van toepassing op de middlewareservices met betrekking tot die referentieversies van de ruimtelijke gegevens.

HOOFDSTUK II. — *Samenwerking*

Referentieversie van ruimtelijke gegevens en ruimtelijke referentiegegevens

Art. 5. § 1. De partijen plegen overleg om de referentieversie vast te stellen ingeval door of namens verscheidene overheidsinstanties meerdere identieke exemplaren worden bewaard van een verzameling ruimtelijke gegevens over een van de in de bijlagen van dit akkoord vermelde thema's.

§ 2. De partijen onderhandelen om de referentiegegevens vast te stellen voor elk van de thema's in de bijlagen bij dit akkoord met de bedoeling de totaliteit van het grondgebied te dekken.

Samenhang in de kenmerken en de positie van gemeenschappelijke elementen

Art. 6. Teneinde de continuïteit van de ruimtelijke objecten te kunnen verzekeren, komen de partijen overeen om in voorkomend geval de geografische positie en de niet-geografische kenmerken vast te stellen :

— van grensoverschrijdende ruimtelijke objecten op hun snijding met grenzen van andere landen, en dit in overleg met de betrokken landen;

— van grensoverschrijdende ruimtelijke objecten op hun snijding met de interne Belgische territoriale grenzen;

— van gemeenschappelijke ruimtelijke objecten die voorkomen in verzamelingen van ruimtelijke gegevens samengesteld uit gedeeltelijke gegevens.

Geoportaal

Art. 7. § 1. De Partijen zetten een gemeenschappelijk geoportaal op dat de toegang verschaft tot diensten met betrekking tot ruimtelijke gegevens. Ze plegen daartoe overleg in het Comité bedoeld in artikel 13.

§ 2. Paragraaf 1 doet geen afbreuk aan de wettelijke of reglementaire bepalingen die de toegang tot de gegevens omschrijven.

Middleware services

Art. 8. De Partijen engageren zich bij het opbouwen van componenten van de infrastructuur voor ruimtelijke informatie de nodige middleware services te implementeren conform de INSPIRE uitvoeringsbepalingen inzake netwerkdiensten.

Les Parties s'engagent à rendre ces services middleware accessibles réciproquement et à échanger les informations nécessaires pour ce faire.

Extension de coopération

Art. 9. Les Parties, ou certaines d'entre elles, peuvent décider d'étendre la collaboration au-delà de la portée du présent accord de coopération.

CHAPITRE III. — Organisation

Représentation belge au sein du Comité visé à l'article 22 de la directive

Art. 10. Le Comité visé à l'article 13 désigne un représentant belge au sein du Comité visé à l'article 22 de la directive.

Ce représentant travaille selon les principes du Comité de coordination de la Politique internationale de l'Environnement.

Point de contact national INSPIRE

Art. 11. La Cellule INSPIRE visée à l'article 15 est désignée comme Point de contact national belge INSPIRE (MSCP).

Le Point de contact fonctionne comme interlocuteur pour la Commission européenne en matière d'aspects opérationnels de l'implémentation d'INSPIRE.

Le Point de contact national INSPIRE bénéficie du soutien stratégique du Comité de coordination.

Forum

Art. 12. Le Comité visé à l'article 13 désigne une autorité publique responsable pour la constitution et le fonctionnement d'un Forum INSPIRE.

Ce Forum offre une plate-forme pour tous les intéressés d'INSPIRE, pour discussion et échange de vues en rapport avec de l'information géographique en général et de la composante géographique d'information en matière d'environnement.

Comité de coordination

Art. 13. § 1^{er}. Il est créé un Comité de coordination, ci-après dénommé le Comité.

Le Comité est constitué :

1° de deux représentants du Gouvernement fédéral;

2° de deux représentants du Gouvernement wallon;

3° de deux représentants du Gouvernement flamand;

4° de deux représentants du Gouvernement de Bruxelles-capitale;

5° du représentant belge au sein du comité visé à l'article 22 de la directive;

6° du directeur de la Cellule INSPIRE;

7° du président du Forum belge en matière d'information géographique.

La représentation de chaque Gouvernement régional est composée d'un expert sur le plan d'information géographique et d'un expert sur le plan d'information en matière d'environnement.

§ 2. Le Comité désigne, tous les trois ans, son président parmi les membres visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 4°.

§ 3. Le Comité ne décide valablement que si chaque Gouvernement est représenté.

Pour des points spécifiques d'un ordre du jour, chaque partie peut demander à faire participer des experts supplémentaires aux activités du Comité.

De Partijen engageren zich om deze middleware services onderling toegankelijk te stellen en daartoe de nodige informatie uit te wisselen.

Uitbreiding van samenwerking

Art. 9. De Partijen, of sommige ervan, kunnen beslissen om de samenwerking uit te breiden buiten het bereik van dit samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK III. — Organisatie

Vertegenwoordiging in het Comité bedoeld in artikel 22 van de richtlijn

Art. 10. Het Comité bedoeld in artikel 13 duidt een Belgische vertegenwoordiger aan in het Comité bedoeld in artikel 22 van de richtlijn.

Deze vertegenwoordiger werkt volgens de principes van het Coördinatie Comité Internationaal Milieubeleid.

Nationaal INSPIRE Contactpunt

Art. 11. De INSPIRE-Cel bedoeld in artikel 15 wordt als Belgisch Nationaal INSPIRE Contactpunt (MSCP) aangeduid.

Het Contactpunt fungeert als aanspreekpunt voor de Europese Commissie inzake operationele aspecten van de implementatie van INSPIRE.

Het Nationaal INSPIRE-Contactpunt wordt beleidsmatig ondersteund door het Coördinatiecomité.

Forum

Art. 12. Het Comité bedoeld in artikel 13 duidt een overheidsinstantie aan die verantwoordelijk is voor het oprichten en de werking van een INSPIRE Forum.

Dit Forum biedt een platform voor alle belanghebbenden bij INSPIRE, voor discussie en gedachtenwisseling in verband met geografische informatie in het algemeen en de geografische component van milieu-informatie.

Coördinatiecomité

Art. 13. § 1. Er wordt een Coördinatiecomité opgericht, hierna het Comité genoemd.

Het Comité is samengesteld uit :

1° twee vertegenwoordigers van de Federale Regering;

2° twee vertegenwoordigers van de Waalse Regering;

3° twee vertegenwoordigers van de Vlaamse Regering;

4° twee vertegenwoordigers van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest;

5° de Belgische vertegenwoordiger in het comité bedoeld in artikel 22 van de richtlijn;

6° de directeur van de INSPIRE-Cel;

7° de voorzitter van het Belgisch Forum inzake geografische informatie.

De vertegenwoordiging van elke gewestelijke Regering is samengesteld uit één expert op het vlak van geografische informatie en één expert op het vlak van milieu-informatie.

§ 2. Het Comité kiest om de drie jaar zijn voorzitter onder de leden bedoeld in paragraaf 1, 1° tot en met 4°.

§ 3. Het Comité beslist slechts rechtsgeldig indien elke Regering vertegenwoordigd is.

Elke Partij kan voor specifieke agendapunten vragen bijkomende deskundigen te laten deelnemen aan de werkzaamheden van het Comité.

§ 4. Le Comité prend ses décisions selon la règle du consensus. Les Parties s'engagent à respecter et à appliquer ces décisions.

§ 5. A défaut de décision, un dossier est soumis à une conférence interministérielle avec une représentation de toutes les Parties.

§ 6. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur.

Missions du Comité

Art. 14. § 1^{er}. Le Comité a pour mission de pourvoir à la coordination entre toutes les Parties en vue de l'accomplissement des objectifs visés à l'article 2 du présent accord.

§ 2. Afin d'assurer la coordination visée au paragraphe 1^{er}, le Comité est notamment chargé des responsabilités suivantes :

1° Lorsque plusieurs copies identiques d'une série de données géographiques d'un des thèmes des annexes du présent accord sont détenues par plusieurs autorités publiques ou en leur nom, le Comité désigne la version de référence requise par l'infrastructure d'information géographique européenne.

2° Le Comité mène les négociations pour déterminer les données de référence dans chacun des thèmes des annexes du présent accord.

3° A la demande de la Commission européenne et dans le cadre de l'élaboration des règles de mise en œuvre d'INSPIRE, le Comité assure la mise en commun de l'information belge relative à la faisabilité et la proportionnalité en termes de coûts et d'avantages attendus des mesures proposées.

4° Le Comité veille à ce que soient déterminées un nombre suffisant de modalités communes d'accès, d'échange et d'utilisation en matière de partage des séries et des services de données géographiques entre les Parties aux fins de l'exécution de tâches publiques pouvant avoir une incidence sur l'environnement. Ces modalités sont également d'application lors du partage avec les autorités publiques d'autres États membres, avec la Communauté européenne ou, selon le principe de réciprocité et de l'égalité de traitement, avec les organes établis par des accords internationaux auxquels la Communauté et les États membres sont parties, et pour autant qu'ils peuvent avoir une incidence sur l'environnement.

5° Le Comité veille à ce que, le cas échéant, l'octroi d'une licence et/ou la demande de paiement soit conforme aux règles de mise en œuvre relatives au partage de données et services de données géographiques fixées pour le partage entre les États membres et les instances de la Communauté européenne.

6° Le Comité coordonne l'élaboration et/ou la diffusion à la Commission européenne des rapports de mise en œuvre de la directive.

7° Le Comité échangera des informations pertinentes et, si nécessaire, coopérera avec des instances chargées de l'exécution d'autres accords de coopération belges, qui sont influencés par la directive dans leur fonctionnement.

8° Le Comité suivra le fonctionnement et les activités du Forum INSPIRE, soutiendra ce Forum dans l'organisation de débats de fond sur l'information géographique et examinera les recommandations pertinentes du Forum notamment pour l'élaboration de l'infrastructure nationale d'information géographique.

9° Le Comité désigne les personnes ou instances visées à l'article 13, § 1^{er}, 5° à 7°.

Cellule INSPIRE

Art. 15. § 1^{er}. Il est créé une Cellule INSPIRE, composée de membres du personnel mis à disposition par les autorités publiques relevant des Parties.

Un directeur désigné par le Comité est placé à la tête de la Cellule.

Dans le cadre de l'exécution des tâches déterminées par ou en vertu du présent accord de coopération, le personnel est placé sous l'autorité fonctionnelle du directeur de la Cellule.

§ 4. Het Comité beslist bij consensus. De Partijen engageren zich ertoe de beslissingen van het Comité na te leven en toe te passen.

§ 5. Bij ontstentenis van beslissing wordt een dossier voorgelegd aan een ministeriële conferentie met vertegenwoordiging van alle Partijen.

§ 6. Het Comité stelt zijn huishoudelijk reglement op.

Oprichtingen van het Comité

Art. 14. § 1. De opdracht van het Comité bestaat erin de coördinatie tussen alle Partijen te verzorgen om de doelstellingen bedoeld in artikel 2 van dit akkoord te verwezenlijken.

§ 2. Om de coördinatieopdracht bedoeld in paragraaf 1 te kunnen uitvoeren, krijgt het Comité onder meer volgende verantwoordelijkheden :

1° Ingeval door of namens verscheidene overheidsinstanties meerdere identieke exemplaren worden bewaard van een verzameling ruimtelijke gegevens over een van de in de bijlagen van dit akkoord vermelde thema's, duidt het Comité de referentieversie aan vereist door de Europese infrastructuur voor ruimtelijke informatie.

2° Het Comité voert de onderhandelingen om de referentiegegevens vast te stellen, voor elk van de in de bijlagen van dit akkoord vermelde thema's.

3° Op vraag van de Europese Commissie en in het kader van de opstelling van de INSPIRE uitvoeringsbepalingen verzekert het Comité de bundeling van de Belgische informatie met betrekking tot de haalbaarheid en proportionaliteit op het vlak van de te verwachten kosten en baten van de voorgestelde maatregelen.

4° Het Comité ziet erop toe dat voldoende gemeenschappelijke toegangs-, uitwisselings- en gebruiksmodaliteiten bepaald worden inzake onderling uitwisselen van verzamelingen ruimtelijke gegevens en diensten met als doel het uitvoeren van overheidstaken die van invloed kunnen zijn op het milieu. Deze modaliteiten zijn tevens van toepassing bij de uitwisseling met overheidsinstanties van andere lidstaten, de Europese Gemeenschap of, op basis van wederkerigheid en gelijkwaardigheid, met organen die zijn opgericht bij internationale overeenkomsten, waarbij de Gemeenschap en de lidstaten partij zijn, en voor zover deze van invloed kunnen zijn op het milieu.

5° Het Comité ziet erop toe dat in voorkomend geval het toestaan van een licentie en/of het aanrekenen van een vergoeding conform is met de uitvoeringsbepalingen inzake samengebruik van ruimtelijke gegevens en diensten voor het samengebruik tussen de lidstaten en de instanties van de Europese Gemeenschap.

6° Het Comité verzekert de coördinatie van de opstelling en/of de verstrekking aan de Europese Commissie van de verslagen over de tenuitvoerlegging van de Richtlijn.

7° Het Comité zal relevante informatie uitwisselen en indien nodig samenwerken met instanties die instaan voor de uitvoering van andere Belgische Samenwerkingsakkoorden, die in hun werking beïnvloed worden door de richtlijn.

8° Het Comité zal de werking en de activiteiten van het INSPIRE-Forum opvolgen, dit Forum ondersteunen in de organisatie van inhoudelijke debatten over geografische informatie, en de relevante aanbevelingen van het Forum onderzoeken en met name voor het uitbouwen van de nationale infrastructuur voor ruimtelijke informatie.

9° Het Comité duidt de personen of instanties bedoeld in artikel 13, § 1, 5° tot en met 7° aan.

INSPIRE-Cel

Art. 15. § 1. Er wordt een INSPIRE-Cel opgericht, samengesteld uit personeelsleden ter beschikking gesteld door de overheidsinstanties die afhangen van de Partijen.

Aan het hoofd van de Cel staat een directeur die wordt aangewezen door het Comité

In het kader van de uitvoering van de taken bepaald door of krachtens dit samenwerkingsakkoord, wordt het personeel onder het functioneel gezag van de directeur van de Cel geplaatst.

§ 2. Le siège de la Cellule est déterminé par le Comité.

§ 3. Les Parties se concertent en vue de déterminer les profils des personnes mises à disposition de la Cellule INSPIRE. Toutes ces personnes doivent avoir au moins une connaissance des langues française et néerlandaise.

Les Parties se concertent également afin de déterminer le nombre minimum de personnes mises à disposition de la Cellule, sur proposition du Comité.

Un des membres du personnel de la Cellule est affecté aux tâches de secrétariat.

Missions de la Cellule INSPIRE

Art. 16. La Cellule INSPIRE est chargée notamment :

1. du rôle de Point de contact national INSPIRE (MSCP);
2. du secrétariat du Comité;
3. du secrétariat du représentant belge au sein du comité visé à l'article 22 de la directive;
4. du secrétariat du Forum.

CHAPITRE IV. — Contributions financières et dispositions finales

Financement

Art. 17. Les Parties prennent à leur charge les frais de fonctionnement de la Cellule INSPIRE et du géoportail.

Ces frais seront répartis conformément à la clé de répartition suivante :

- Autorité fédérale : 30 %;
- Région flamande : 40,6 %;
- Région de Bruxelles-Capitale : 6,3 %;
- Région wallonne : 23,1 %.

A cet effet, la Cellule INSPIRE établit un rapport annuel sur les charges induites par la mise à disposition du personnel visé à l'article 15, § 3, dernier alinéa, ainsi que par l'utilisation de locaux et du soutien logistique mis à disposition en vue de la bonne marche de la coordination INSPIRE.

Ce rapport est soumis pour approbation à la Conférence interministérielle pour l'Environnement élargie.

Entrée en vigueur

Art. 18. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier des actes d'assentiment des parties contractantes.

ANNEXE I^{re}

THEMES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES VISES A L'ARTICLE 6, POINT A), A L'ARTICLE 8, PARAGRAPHE 1^{er}, ET A L'ARTICLE 9, POINT A), DE LA DIRECTIVE

1. Référentiels de coordonnées

Systèmes de référencement unique des informations géographiques dans l'espace sous forme d'une série de coordonnées (x, y, z) et/ou la latitude et la longitude et l'altitude, en se fondant sur un point géodésique horizontal et vertical.

2. Systèmes de maillage géographique

Grille multi-résolution harmonisée avec un point d'origine commun et une localisation ainsi qu'une taille des cellules harmonisées.

3. Dénominations géographiques

Noms de zones, de régions, de localités, de grandes villes, de banlieues, de villes moyennes ou d'implantations, ou tout autre élément géographique ou topographique d'intérêt public ou historique.

4. Unités administratives

Unités d'administration séparées par des limites administratives et délimitant les zones dans lesquelles les Etats membres détiennent et/ou exercent leurs compétences, aux fins de l'administration locale, régionale et nationale.

§ 2. De zetel van de Cel wordt door het Comité bepaald.

§ 3. De Partijen plegen overleg om het profiel te bepalen van de personen die ter beschikking worden gesteld van de INSPIRE-Cel. Al deze personen moeten minstens kennis hebben van de Nederlandse en Franse taal.

De Partijen overleggen tevens om het minimum aantal personen vast te stellen die, op voorstel van het Comité, zullen ter beschikking worden gesteld van de Cel.

Een van de personeelsleden van de Cel dient secretariaatstaken te behartigen.

Opdrachten van de INSPIRE-Cel

Art. 16. De INSPIRE-Cel is onder meer belast met :

1. de rol van het Nationaal INSPIRE Contactpunt (MSCP);
2. het secretariaat van het Comité;
3. het secretariaat van de Belgische vertegenwoordiger in het comité vermeld in artikel 22 van de richtlijn;
4. het secretariaat van het Forum.

HOOFDSTUK IV. — Financiële bijdragen en slotbepalingen

Financiering

Art. 17. De Partijen nemen de werkkosten van de INSPIRE-Cel en het geoportaal voor hun rekening.

Deze kosten zullen worden verdeeld overeenkomstig de volgende verdeelsleutel :

- Federale Overheid : 30 %;
- Vlaamse Gewest : 40,6 %;
- Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 6,3 %;
- Waalse Gewest : 23,1 %.

Daartoe stelt de INSPIRE-Cel een jaarverslag op over de kosten die voortvloeien uit de terbeschikkingstelling van het personeel bedoeld in artikel 15, § 3, laatste lid, alsook uit het gebruik van lokalen en de logistieke steun die voor de goede werking van de INSPIRE-coördinatie ter beschikking werden gesteld.

Dit verslag wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de uitgebreide Interministeriële Conferentie Leefmilieu.

Inwerkingtreding

Art. 18. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de laatste goedgekeurde akte uitgaande van de contracterende partijen.

BIJLAGE I

IN ARTIKEL 6, ONDER A), ARTIKEL 8, LID 1, EN ARTIKEL 9, ONDER A), VERMELDE THEMATISCHE CATEGORIEËN RUIMTELIJKE GEGEVENS VAN DE RICHTLIJN

1. Systemen voor verwijzing door middel van coördinaten

Systemen om aan ruimtelijke informatie een unieke reeks coördinaten (x, y, z) en/of breedte, lengte en hoogte toe te kennen, gebaseerd op een horizontaal en verticaal geodetische datum.

2. Geografisch rastersysteem

Geharmoniseerde multiresolutieraster met een gemeenschappelijk beginpunt en gestandaardiseerde plaats en grootte van de gridcellen.

3. Geografische namen

Namen van gebieden, regio's, plaatsen, steden, voorsteden, gemeenten, nederzettingen, of andere geografische of topografische kenmerken van openbaar of historisch belang.

4. Administratieve eenheden

Door administratieve grenzen gescheiden lokale, regionale en nationale bestuurlijke eenheden die deel uitmaken van gebieden waarover de lidstaten rechtsbevoegdheid hebben en/of uitoefenen.

5. Adresses

Localisation des propriétés fondée sur les identifiants des adresses, habituellement le nom de la rue, le numéro de la maison et le code postal.

6. Parcelles cadastrales

Zones définies par les registres cadastraux ou équivalents.

7. Réseaux de transport

Réseaux routier, ferroviaire, aérien et navigable ainsi que les infrastructures associées. Sont également incluses les correspondances entre les différents réseaux, ainsi que le réseau transeuropéen de transport tel que défini dans la Décision n° 1692/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 1996 sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport et les révisions futures de cette décision.

8. Hydrographie

Éléments hydrographiques, y compris les zones maritimes ainsi que toutes les autres masses d'eau et les éléments qui y sont liés, y compris les bassins et sous-bassins hydrographiques. Conformément, le cas échéant, aux définitions établies par la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et sous forme de réseaux.

9. Sites protégés

Zone désignée ou gérée dans un cadre législatif international, communautaire ou national en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation.

ANNEXE II

THEMES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES VISES A L'ARTICLE 6, POINT A), A L'ARTICLE 8, PARAGRAPHE 1^{er}, ET A L'ARTICLE 9, POINT B), DE LA DIRECTIVE

1. Altitude

Modèles numériques pour l'altitude des surfaces terrestres, glaciaires et océaniques. Comprend l'altitude terrestre, la bathymétrie et la ligne de rivage.

2. Occupation des terres

Couverture physique et biologique de la surface terrestre, y compris les surfaces artificielles, les zones agricoles, les forêts, les zones (semi-)naturelles, les zones humides et les masses d'eau.

3. Ortho-imagerie

Images géoréférencées de la surface terrestre, provenant de satellites ou de capteurs aéroportés.

4. Géologie

Géologie caractérisée en fonction de la composition et de la structure. Englobe le substratum rocheux, les aquifères et la géomorphologie.

ANNEXE III

THEMES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES VISES A L'ARTICLE 6, POINT B), ET A L'ARTICLE 9, POINT B), DE LA DIRECTIVE

1. Unités statistiques

Unités de diffusion ou d'utilisation d'autres informations statistiques.

2. Bâtiments

Situation géographique des bâtiments.

3. Sols

Sols et sous-sol caractérisés selon leur profondeur, texture, structure et teneur en particules et en matières organiques, pierrosité, érosion, le cas échéant pente moyenne et capacité anticipée de stockage de l'eau.

5. Adressen

Locatie van onroerende zaken, gebaseerd op adres aanduidingen, gewoonlijk aan de hand van de straatnaam, het huisnummer en de postcode.

6. Kadastrale percelen

Gebieden die worden bepaald door kadastrale registers of een equivalent daarvan.

7. Vervoersnetwerken

Netwerken voor vervoer over de weg, per spoor, in de lucht en over het water en de aanverwante infrastructuur met inbegrip van koppelingen tussen verschillende netwerken en het trans-Europees vervoersnetwerk, zoals gedefinieerd in Beschikking nr. 1692/96/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 1996 betreffende communautaire richtsnoeren voor de ontwikkeling van een trans-Europees vervoersnet en de latere herzieningen van deze beschikking.

8. Hydrografie

Hydrografische elementen, waaronder mariene gebieden en alle andere waterlichamen en daarmee verband houdende elementen, met inbegrip van stroomgebieden en deelstroomgebieden, in voorkomend geval volgens de omschrijvingen vermeld in Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid en in de vorm van netwerken.

9. Beschermde gebieden

Gebieden die worden aangeduid of beheerd in het kader van internationale en communautaire wetgeving of wetgeving van de lidstaten om specifieke doelstellingen op het vlak van milieubescherming te verwezenlijken.

BIJLAGE II

IN ARTIKEL 6, ONDER A), ARTIKEL 8, LID 1, EN ARTIKEL 9, ONDER B), VERMELDE THEMATISCHE CATEGORIEËN RUIMTELIJKE GEGEVENS VAN DE RICHTLIJN

1. Hoogte

Digitale hoogtemodellen voor land-, ijs- en oceaanooppervlakken, inclusief landhoogte, bathymetrie en kustlijn.

2. Bodemgebruik

Fysieke en biologische bedekking van het aardoppervlak, met inbegrip van kunstmatige oppervlakken, landbouwgebieden, bossen, halfnatuurlijke gebieden, moeraslanden en wateroppervlakken.

3. Orthobeeldvorming

Geogerefererde beeldgegevens van het aardoppervlak, afkomstig van sensoren op satellieten of vliegtuigen.

4. Geologie

Geologie, gekenmerkt volgens samenstelling en structuur, inclusief vast gesteente, waterhoudende grondlagen en geomorfologie.

BIJLAGE III

IN ARTIKEL 6, ONDER B), EN ARTIKEL 9, ONDER B), VERMELDE THEMATISCHE CATEGORIEËN RUIMTELIJKE GEGEVENS VAN DE RICHTLIJN

1. Statistische eenheden

Eenheden voor verspreiding en gebruik van statistische informatie.

2. Gebouwen

Geografische locatie van gebouwen.

3. Bodem

Bodem en ondergrond, gekenmerkt volgens diepte, textuur, structuur en inhoud van deeltjes en organisch materiaal, steenachtigheid, erosie en, waar passend, gemiddelde hellingsgraad en verwachte wateropslagcapaciteit.

4. Usage des sols

Territoire caractérisé selon sa dimension fonctionnelle prévue ou son objet socioéconomique actuel et futur (par exemple, résidentiel, industriel, commercial, agricole, forestier, récréatif).

5. Santé et sécurité des personnes

Répartition géographique des pathologies dominantes (allergies, cancers, maladies respiratoires, etc.) liées directement (pollution de l'air, produits chimiques, appauvrissement de la couche d'ozone, bruit, etc.) ou indirectement (alimentation, organismes génétiquement modifiés, etc.) à la qualité de l'environnement, et ensemble des informations relatif à l'effet de celle-ci sur la santé des hommes (marqueurs biologiques, déclin de la fertilité, épidémies) ou leur bien-être (fatigue, stress, etc.).

6. Services d'utilité publique et services publics

Comprend les installations d'utilité publique, tels que les égouts ou les réseaux et installations liés à la gestion des déchets, à l'approvisionnement énergétique, à l'approvisionnement en eau, ainsi que les services administratifs et sociaux publics, tels que les administrations publiques, les sites de la protection civile, les écoles et les hôpitaux.

7. Installations de suivi environnemental

La situation et le fonctionnement des installations de suivi environnemental comprennent l'observation et la mesure des émissions, de l'état du milieu environnemental et d'autres paramètres de l'écosystème (biodiversité, conditions écologiques de la végétation, etc.) par les autorités publiques ou pour leur compte.

8. Lieux de production et sites industriels

Sites de production industrielle, y compris les installations couvertes par la Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution et les installations de captage d'eau, d'extraction minière et de stockage.

9. Installations agricoles et aquacoles

Équipement et installations de production agricoles (y compris les systèmes d'irrigation, les serres et les étables).

10. Répartition de la population B démographie

Répartition géographique des personnes, avec les caractéristiques de population et les niveaux d'activité, regroupées par grille, région, unité administrative ou autre unité analytique.

11. Zones de gestion, de restriction ou de réglementation et unités de déclaration

Zones gérées, réglementées ou utilisées pour les rapports aux niveaux international, européen, national, régional et local. Sont inclus les décharges, les zones restreintes aux alentours des sources d'eau potable, les zones vulnérables aux nitrates, les chenaux réglementés en mer ou les eaux intérieures importantes, les zones destinées à la décharge de déchets, les zones soumises à limitation du bruit, les zones faisant l'objet de permis d'exploration et d'extraction minière, les districts hydrographiques, les unités correspondantes utilisées pour les rapports et les zones de gestion du littoral.

12. Zones à risque naturel

Zones sensibles caractérisées en fonction des risques naturels (tous les phénomènes atmosphériques, hydrologiques, sismiques, volcaniques, ainsi que les feux de friche qui peuvent, en raison de leur situation, de leur gravité et de leur fréquence, nuire gravement à la société), tels qu'inondations, glissements et affaissements de terrain, avalanches, incendies de forêts, tremblements de terre et éruptions volcaniques.

13. Conditions atmosphériques

Conditions physiques dans l'atmosphère. Comprend les données géographiques fondées sur des mesures, sur des modèles ou sur une combinaison des deux, ainsi que les lieux de mesure.

14. Caractéristiques géographiques météorologiques

Conditions météorologiques et leur mesure : précipitations, température, évapotranspiration, vitesse et direction du vent.

15. Caractéristiques géographiques océanographiques

Conditions physiques des océans (courants, salinité, hauteur des vagues, etc.).

4. Landgebruik

Het grondgebied, gekenmerkt volgens zijn huidige en geplande toekomstige functionele dimensie of sociaaleconomische bestemming (bv. wonen, industrieel, commercieel, landbouw, bosbouw, recreatie).

5. Menselijke gezondheid en veiligheid

De geografische spreiding van ziekten (allergieën, kankers, ademhalingsziekten, enz.), informatie over de gevolgen voor de gezondheid (biomarkers, vruchtbaarheidsdaling, epidemieën) of het welzijn van de mens (vermoeidheid, stress, enz.) die direct (luchtvervuiling, chemicaliën, aantasting van de ozonlaag, lawaai, enz.) of indirect (voedsel, genetisch gemodificeerde organismen, enz.) samenhangen met de kwaliteit van het milieu.

6. Nutsdiensten en overheidsdiensten

Nutsvoorzieningen zoals riolering, afvalbeheer, energievoorziening, watervoorziening, bestuurlijke en maatschappelijke instanties van de overheid, zoals bestuurlijke overheden, civiele bescherming, scholen en ziekenhuizen.

7. Milieubewakingsvoorzieningen

Locatie en werking van milieubewakingsvoorzieningen, met inbegrip van waarneming en meting van emissies, de staat van de milieucompartimenten en van andere ecosysteemparemeters (biodiversiteit, ecologische omstandigheden van vegetatie, enz.) door of namens de overheidsinstanties.

8. Faciliteiten voor productie en industrie

Industriële productieverstoppingen, met inbegrip van installaties die onder Richtlijn 96/61/EG van de Raad van 24 september 1996 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging vallen en wateronttrekkingsfaciliteiten, mijnbouw, opslagplaatsen.

9. Faciliteiten voor landbouw en aquacultuur

Landbouwuitrusting en productiefaciliteiten (met inbegrip van irrigatiesystemen, broeikassen en stallen).

10. Spreiding van de bevolking B demografie

Geografische spreiding van de bevolking, met inbegrip van bevolkingskenmerken en activiteitsniveaus, verzameld per raster, regio, administratieve eenheid of andere analytische eenheid.

11. Gebiedsbeheer, gebieden waar beperkingen gelden, gereguleerde gebieden en rapportage-eenheden

Gebieden die worden beheerd, gereguleerd of gebruikt voor rapportage op internationaal, Europees, nationaal, regionaal en lokaal niveau, met inbegrip van stortplaatsen, gebieden rond drinkwaterbronnen waar beperkingen gelden, nitraatgevoelige gebieden, gereguleerde vaarwegen op zee of op grote binnenwateren, gebieden voor het storten van afval, gebieden waar geluidsbeperkingen gelden, gebieden met toestemming voor exploratie en mijnbouw, stoomgebieden, relevante rapportage-eenheden en gebieden voor kustbeheer.

12. Gebieden met natuurrisico's

Kwetsbare gebieden die worden gekenmerkt door natuurrisico's (alle atmosferische, hydrologische, seismische, vulkanische verschijnselen en ongecontroleerde branden die door hun locatie, hevigheid en frequentie, mogelijk ernstige maatschappelijke gevolgen kunnen hebben), zoals overstromingen, aardverschuivingen en -verzakkingen, lawines, bosbranden, aardbevingen en vulkaanuitbarstingen.

13. Atmosferische omstandigheden

Fysische omstandigheden in de atmosfeer, met inbegrip van ruimtelijke gegevens die gebaseerd zijn op metingen, modellen of een combinatie daarvan, en met inbegrip van meetlocaties.

14. Meteorologische geografische kenmerken

Weersomstandigheden en de meting daarvan; neerslag, temperatuur, verdamping, windsnelheid en windrichting.

15. Oceanografische geografische kenmerken

Fysische kenmerken van oceanen (stroming, zoutgehalte, golfhoogte, enz.).

16. Régions maritimes

Conditions physiques des mers et des masses d'eau salée divisées en régions et en sous-régions à caractéristiques communes.

17. Régions biogéographiques

Zones présentant des conditions écologiques relativement homogènes avec des caractéristiques communes.

18. Habitats et biotopes

Zones géographiques ayant des caractéristiques écologiques particulières B conditions, processus, structures et fonctions (de maintien de la vie) B favorables aux organismes qui y vivent. Sont incluses les zones terrestres et aquatiques qui se distinguent par leurs caractéristiques géographiques, abiotiques ou biotiques, qu'elles soient naturelles ou semi-naturelles.

19. Répartition des espèces

Répartition géographique de l'occurrence des espèces animales et végétales regroupées par grille, région, unité administrative ou autre unité analytique.

20. Sources d'énergie

Sources d'énergie comprenant les hydrocarbures, l'énergie hydraulique, la bioénergie, l'énergie solaire, l'énergie éolienne, etc., le cas échéant accompagnées d'informations relatives à la profondeur/la hauteur de la source.

21. Ressources minérales

Ressources minérales comprenant les minerais métalliques, les minéraux industriels, etc., le cas échéant accompagnées d'informations relatives à la profondeur/la hauteur de la ressource.

Bruxelles, le 2 avril 2010, en autant d'exemplaires qu'il y a de Parties contractantes.

Pour l'Etat fédéral :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement,
de la Nature et de la Culture,
Mme J. SCHAUVLIEGE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement,
de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
P. HENRY

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 avril 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, et de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Finances, du Budget, la Fonction publique et des Relations extérieures,

J.-L. VANRAES

16. Zeegebieden

Fysische kenmerken van zeeën en zoutwateroppervlakken, ingedeeld in regio's en subregio's met gemeenschappelijke kenmerken.

17. Biogeografische gebieden

Gebieden met betrekkelijk homogene ecologische omstandigheden die gemeenschappelijke kenmerken vertonen.

18. Habitats en biotopen

Geografische gebieden die worden gekenmerkt door specifieke ecologische omstandigheden, processen, structuur en (leven ondersteunende) functies die fysiek de daar levende organismen ondersteunen, met inbegrip van volledig natuurlijke of semi-natuurlijke land- en wateroppervlakken, onderscheiden naar geografische, abiotische en biotische kenmerken.

19. Spreiding van soorten

Geografische spreiding van dier- en plantensoorten per raster, regio, administratieve eenheid of andere analytische eenheid.

20. Energiebronnen

Energiebronnen met inbegrip van koolwaterstof, waterkracht, bio-energie, zon, wind enz., waar passend met inbegrip van diepte/hoogte-informatie over de omvang van de bron.

21. Minerale bronnen

Minerale bronnen met inbegrip van metaalertsen, industriële mineralen enz., waar passend met inbegrip van diepte/hoogte-informatie over de omvang van de bron.

Brussel, op 2 april 2010, in zoveel exemplaren als er contracterende Partijen zijn.

Voor de Federale Staat :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
K. PEETERS

De Vlaamse minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur,

Mevr. J. SCHAUVLIEGE

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

P. HENRY

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 april 2011.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J.-L. VANRAES

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau, de la rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement,

Mme Evelyne HUYTEBROECK

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports,

Mme B. GROUWELS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique,

B. CEREXHE

—
Note

(1) Documents du Parlement :

Session ordinaire 2010-2011

A-152/1 Projet d'ordonnance.

A-152/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 25 mars 2011.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken en Vervoer,

Mevr. B. GROUWELS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling,

Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

B. CEREXHE

—
Nota

(1) Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2010-2011

A-152/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-152/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 25 maart 2011.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 1017

[C — 2011/31169]

24 MARS 2011. — Arrêté 2010/535 du Collège de la Commission communautaire française réglant l'intervention de la Commission communautaire française pour l'utilisation des transports en commun publics par chemin de fer sur le chemin du travail

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 juin 2010;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 2 septembre 2010;

Vu le protocole n° 2010/19 du Comité de Secteur XV du 19 janvier 2011;

Vu l'avis 49.277/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 mars 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux fonctionnaires, stagiaires, temporaires et contractuels des Services du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 3. Le membre du personnel qui utilise les transports en commun publics par chemin de fer, combinés ou non avec TEC et/ou DE LIJN, bénéficie d'une intervention de 60 % dans les frais d'abonnement pour effectuer le déplacement de sa résidence à son lieu de travail et inversement.

Le membre du personnel bénéficie également d'une intervention de 60 % dans les frais de tout autre titre de transport SNCB pour effectuer le déplacement de sa résidence à son lieu de travail et inversement.

Art. 4. L'intervention dans l'abonnement SNCB combiné ou non avec TEC ou DE LIJN, à charge de la Commission communautaire française est réglée par une convention conclue entre la Société nationale des Chemins de Fer belges et le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique.

Art. 5. En vertu de cette convention, la Commission communautaire française paye directement à la Société nationale des Chemins de Fer belges le montant de son intervention dans les frais de transport du membre du personnel.

Art. 6. L'article 3 n'est pas applicable aux abonnements et titres de transport délivrés ou achetés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.